

RECUEIL DES INSTRUMENTS JURIDIQUES ET INSTITUTIONNELS
DE FACILITATION DU TRANSPORT ET DES ÉCHANGES
EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

ANNEXE VI-1a

ACCORD D'UNION DOUANIÈRE

(PRETORIA 1969)

&

NOUVEL ACCORD D'UNION DOUANIÈRE

(GABORONE 2002)

No. 12324

**BOTSWANA, LESOTHO, SOUTH
AFRICA and SWAZILAND**

Customs Union Agreement (with memorandum of understanding). Signed at Pretoria on 11 December 1969

*Authentic texts: English and Afrikaans.
Registered by Lesotho on 8 March 1973.*

**AFRIQUE DU SUD, BOTSWANA,
LESOTHO et SOUAZILAND**

**Accord d'union douanière (avec mémorandum d'accord).
Signé à Pretoria le 11 décembre 1969**

*Textes authentiques: anglais et afrikaans.
Enregistré par le Lesotho le 8 mars 1973.*

[TRADUCTION—TRANSLATION]

ACCORD D'UNION DOUANIÈRE¹ ENTRE LES GOUVERNE-
MENTS DU LESOTHO, DU BOTSWANA, DE L'AFRIQUE DU
SUD ET DU SOUAZILAND

Les Gouvernements du Royaume du Lesotho, de la République du Botswana, de la République sud-africaine et du Royaume du Souaziland,

Désireux de maintenir la libre circulation des marchandises entre leurs pays respectifs et d'appliquer des tarifs douaniers et une réglementation commerciale identiques aux marchandises importées de l'extérieur de la zone douanière commune, telle que cette expression est définie ci-après,

Reconnaissant que l'Accord douanier conclu le 29 juin 1910, tel qu'il a été modifié à diverses reprises, nécessite une révision afin que soient maintenus en vigueur les arrangements relatifs à l'union douanière compte tenu de l'évolution des circonstances, de façon à assurer la poursuite du développement économique de la zone d'union douanière dans son ensemble et, plus particulièrement, à faire en sorte que ces arrangements favorisent le développement des membres les moins avancés de l'union douanière et la diversification de leur économie et qu'ils permettent à toutes les Parties de tirer des avantages équitables de leurs échanges commerciaux mutuels et de leur commerce avec d'autres pays,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier. DÉFINITIONS

Aux fins du présent Accord, et à moins que le contexte ne s'y oppose, on entend :

- par « droits de douane additionnels » les droits de douane perçus en application de l'article 6 du présent Accord ;
- par « Botswana » le territoire de la République du Botswana ;
- par « zone douanière commune » l'ensemble des territoires du Botswana, du Lesotho, de l'Afrique du Sud et du Souaziland ;
- par « droits de douane », « droits d'accise » et « droits de vente » les droits de douane, droits d'accise et droits de vente tels qu'ils sont définis dans la législation douanière et la législation relative aux droits d'accise en vigueur dans les pays des Parties contractantes ;
- par « exercice » la période de 12 mois débutant le 1^{er} avril ;
- par « Lesotho » le territoire du Royaume du Lesotho ;
- par « Afrique du Sud » le territoire à l'égard duquel le Gouvernement de la République sud-africaine est Partie à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce² ;

¹ Entré en vigueur le 1^{er} mars 1970, conformément à l'article 22 (l'article 14 est réputé avoir été appliqué à compter du 1^{er} avril 1969).

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 55, p. 189.

— par « Souaziland » le territoire du Royaume du Souaziland ;
et les expressions apparentées seront interprétées en conséquence.

Article 2. CIRCULATION DES PRODUITS D'ORIGINE INTÉRIEURE

Sauf disposition contraire du présent Accord, une Partie contractante ne pourra frapper de restrictions quantitatives ni de droits de douane les marchandises produites ou fabriquées à l'intérieur de la zone douanière commune lors de leur importation du territoire d'une autre Partie contractante.

Article 3. CIRCULATION DES MARCHANDISES IMPORTÉES DE L'EXTÉRIEUR DE LA ZONE DOUANIÈRE COMMUNE

Sauf disposition contraire du présent Accord, une Partie contractante ne pourra frapper de droits de douane les marchandises qui auront été importées de l'extérieur de la zone douanière commune lors de leur importation du territoire d'une autre Partie contractante.

Article 4. DROITS DE DOUANE ET DROITS DE VENTE SUR LES MARCHANDISES IMPORTÉES

1. Sauf disposition contraire du présent Accord, les tarifs douaniers et droits de douane et les droits de vente en vigueur en Afrique du Sud à un moment donné seront applicables aux marchandises importées dans la zone douanière commune de l'extérieur de ladite zone.

2. Tous remboursements, remises ou ristournes de droits de douane ou de droits de vente qui seraient consentis par les Gouvernements du Botswana, du Lesotho ou du Souaziland sur des marchandises importées utilisées ou destinées à être utilisées dans une industrie donnée devront être identiques aux remboursements, remises ou ristournes de même nature applicables en Afrique du Sud à de telles marchandises utilisées ou destinées à être utilisées dans une industrie correspondante en Afrique du Sud.

3. Sous réserve des paragraphes 2 et 4 du présent article, tous autres remboursements, remises ou ristournes de droits de douane ou de droits de vente qui seraient consentis par les Gouvernements du Botswana, du Lesotho ou du Souaziland sur de telles marchandises importées devront être identiques aux remboursements, remises ou ristournes de même nature applicables en Afrique du Sud.

4. a) Une Partie contractante peut consentir une remise totale de droits de douane et de vente concernant des marchandises importées sur son territoire :

- i) s'il s'agit de secours destinés à des personnes en détresse en cas de famine ou autre catastrophe nationale,
- ii) au titre d'un accord d'assistance technique ; et
- iii) au titre d'une obligation découlant d'un accord multilatéral international auquel ladite Partie contractante est ou deviendrait partie.

b) Une Partie contractante peut, avec l'assentiment préalable des autres Parties contractantes, consentir une remise totale des droits de douane et de vente concernant des marchandises importées sur son territoire, à toutes autres fins dont conviendraient de temps à autre les Parties au présent Accord.

Article 5. IMPOSITION ET MODIFICATION DES DROITS DE DOUANE

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, le Gouvernement sud-africain donnera aux autres Parties contractantes toutes possibilités de se consulter avant d'imposer, de modifier ou d'abolir des droits de douane concernant des marchandises importées dans la zone douanière commune de l'extérieur de ladite zone.

2. Le paragraphe 1 du présent article n'est pas applicable lorsque l'imposition, la suppression ou la modification des droits de douane fait partie intégrante de mesures édictées par le Gouvernement sud-africain à des fins essentiellement fiscales ou constitue une mesure transitoire ayant pour objet de venir en aide à une industrie locale de la zone douanière commune en attendant que les autorités sud-africaines appropriées aient achevé leur enquête.

Article 6. IMPOSITION DE DROITS DE DOUANE ADDITIONNELS PAR LE BOTSWANA, LE LESOTHO OU LE SOUAZILAND À DES FINS DE PROTECTION

1. Les Gouvernements du Botswana, du Lesotho ou du Souaziland pourront frapper des marchandises importées sur leur territoire de droits de douane additionnels pour permettre à leurs industries nouvelles de soutenir la concurrence d'autres producteurs ou fabricants de la zone douanière commune, à condition que ces droits frappent également les marchandises produites ou fabriquées dans d'autres parties de la zone douanière commune et les produits similaires importés de l'extérieur de cette zone, et ce, que lesdites marchandises soient importées directement ou par l'intermédiaire d'une autre Partie au présent Accord et sous réserve de l'acquittement des droits de douane applicables à ces marchandises lors de leur importation dans la zone douanière commune.

2. Avant d'imposer ou de modifier lesdits droits de douane, le gouvernement intéressé consultera les autres Parties contractantes conformément à l'article 20, et ces Parties pourront formuler des recommandations sur la question. S'il ne donne pas suite aux recommandations de telle ou telle de ces Parties, le gouvernement intéressé devra faire connaître aux autres Parties contractantes les motifs de sa décision.

3. La protection accordée à une industrie nouvelle en application du présent article ne pourra, sans l'assentiment préalable des Parties contractantes, excéder une période de huit ans.

4. Aux fins du présent article, l'expression «industrie nouvelle», relativement à l'une quelconque des Parties contractantes, s'entend d'une industrie dont l'implantation sur le territoire de ladite Partie ne remonte pas à plus de huit ans.

Article 7. SPÉCIFICATION DES INDUSTRIES AYANT UNE IMPORTANCE MAJEURE POUR LE BOTSWANA, LE LESOTHO OU LE SOUAZILAND

1. Les Gouvernements du Botswana, du Lesotho ou du Souaziland peuvent avec l'assentiment des autres Parties contractantes :

- a) spécifier les industries qui ont ou sont appelées à avoir une importance majeure pour leur économie ; et
- b) spécifier la durée des périodes applicables aux fins du paragraphe 2 du présent article en ce qui concerne ces industries.

2. Les droits de douane applicables à des marchandises importées de l'extérieur de la zone douanière commune et faisant concurrence aux produits de

l'une quelconque des industries spécifiées en application du présent article ne pourront, pendant la durée de la période spécifiée conformément à l'alinéa *b* du paragraphe 1 ci-dessus en ce qui concerne cette industrie, être réduits ou abolis sans l'assentiment du gouvernement qui aura spécifié l'industrie; au cours de cette période, le Gouvernement sud-africain, en tenant dûment compte des intérêts des autres Parties contractantes ainsi que des critères sur lesquels il se fonde habituellement pour examiner les demandes d'assistance et d'exonération douanières, examinera avec bienveillance les propositions faites par toute autre Partie contractante qui tendraient à relever les droits de douane applicables auxdites marchandises ou à consentir une exonération des droits de douane applicables à tous produits utilisés directement dans la production ou la fabrication desdites marchandises ainsi qu'aux produits nécessaires auxdites industries, lorsque le gouvernement intéressé jugera que ce relèvement ou cette exonération sont nécessaires pour faciliter l'implantation de l'industrie en question ou pour éviter une réduction de son activité.

Article 8. DROITS D'ACCISE ET DROITS DE VENTE SUR LES MARCHANDISES PRODUITES À L'INTÉRIEUR DE LA ZONE DOUANIÈRE COMMUNE

1. Les droits d'accise et les droits de vente en vigueur à un moment donné en Afrique du Sud s'appliqueront aux marchandises produites ou fabriquées à l'intérieur de la zone douanière commune.

2. Les remboursements, remises ou ristournes de droits d'accise ou de droits de vente qui seraient consentis par les Gouvernements du Botswana, du Lesotho ou du Souaziland sur des marchandises produites, ou fabriquées, à l'intérieur de la zone douanière commune et utilisées ou destinées à être utilisées dans une industrie quelconque devront être identiques aux remboursements, remises ou ristournes de même nature applicables en Afrique du Sud à de telles marchandises utilisées ou destinées à être utilisées dans une industrie correspondante en Afrique du Sud.

3. Tous autres remboursements, remises ou ristournes de droits d'accise ou de droits de vente qui seraient consentis par les Gouvernements du Botswana, du Lesotho ou du Souaziland sur des marchandises produites ou fabriquées à l'intérieur de la zone douanière commune devront être identiques aux remboursements, remises ou ristournes de même nature applicables en Afrique du Sud.

Article 9. DROITS FRAPPANT LES MARCHANDISES PRODUITES PAR DES INDUSTRIES SPÉCIFIÉES

1. Si des marchandises produites ou fabriquées au Botswana, au Lesotho ou au Souaziland par une industrie spécifiée en vertu de l'article 7 du présent Accord sont passibles de droits d'accise, la marge de protection offerte par le droit de douane applicable auxdites marchandises sera maintenue pendant la durée de la période spécifiée conformément audit article et ne pourra être modifiée qu'avec l'assentiment du gouvernement qui aura spécifié l'industrie.

2. Au cours de la période spécifiée, le Gouvernement sud-africain, en tenant dûment compte des intérêts des autres Parties contractantes ainsi que des critères sur lesquels il se fonde habituellement pour examiner les demandes d'assistance et d'exonération douanières, examinera avec bienveillance les propositions faites par le gouvernement en question qui tendraient à réduire ou à abolir tout droit d'accise applicable auxdites marchandises, dans les cas où ce

dernier Gouvernement estimerait que le droit en question est préjudiciable à l'industrie considérée.

Article 10. LOIS RELATIVES AUX DROITS DE DOUANE, D'ACCISE ET DE VENTE

Sous réserve des dispositions des articles 4 et 8 du présent Accord, les Gouvernements du Botswana, du Lesotho et du Souaziland appliqueront en matière de droits de douane, d'accise et de vente des lois semblables à celles qui seront en vigueur au même moment en Afrique du Sud.

Article 11. PROHIBITIONS ET RESTRICTIONS APPLICABLES AUX IMPORTATIONS ET AUX EXPORTATIONS

1. Les Parties contractantes reconnaissent le droit qu'a chaque Partie de prohiber ou de restreindre l'importation sur son territoire ou l'exportation hors de son territoire de marchandises quelconques, pour des motifs économiques, sociaux, culturels ou autres.

2. Sous réserve de ce qui pourrait être convenu de temps à autre entre les Parties, les dispositions du présent Accord ne seront pas réputées suspendre ou remplacer les dispositions de quelque loi que ce soit en vigueur dans l'une quelconque des parties de la zone douanière commune qui aurait pour effet de prohiber ou de restreindre l'importation ou l'exportation de marchandises.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article ne pourront être interprétées comme autorisant une Partie contractante à prohiber ou à restreindre l'importation sur son territoire de marchandises produites ou fabriquées dans d'autres parties de la zone douanière commune aux fins de protéger celles de ses industries qui produisent les mêmes marchandises.

4. Une Partie contractante devra, à la demande de toute autre Partie contractante, prendre toutes mesures dont conviendraient les Parties intéressées (y compris les dispositions nécessaires pour rendre lesdites mesures exécutoires sur son territoire) dans le but de prévenir l'exportation, ou l'exportation sans restriction, de son territoire vers le territoire de l'autre Partie contractante, de marchandises ainsi prohibées ou soumises à des restrictions, qui seraient importées de l'extérieur de la zone douanière commune ou produites ou fabriquées sur son territoire, ou encore dans le but de prévenir l'exportation, ou l'exportation sans restriction, de son territoire vers un pays extérieur à la zone douanière commune, de marchandises ainsi prohibées ou soumises à des restrictions, qui seraient importées du territoire de l'autre Partie contractante.

5. Les Parties contractantes coopéreront à l'application des restrictions à l'importation en vue d'assurer la réalisation des objectifs économiques de toute réglementation des importations qui serait en vigueur dans l'un quelconque des pays de la zone douanière commune.

Article 12. DISPOSITIONS RÉGLEMENTANT LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES

1. Dans tous les cas où des dispositions réglementant la commercialisation d'un produit agricole seront en vigueur sur un territoire quelconque de la zone douanière commune, ces dispositions s'appliqueront de façon équitable aux produits similaires originaires de tout autre territoire de la zone douanière commune commercialisés sur le territoire où les dispositions en matière de commercialisation sont en vigueur, et les Parties contractantes intéressées,

ayant à l'esprit les avantages résultant de l'application effective desdites dispositions, coopéreront à leur application sur une base qui sera décidée d'un commun accord.

2. Les Parties contractantes s'engagent à se consulter de temps à autre sur les questions touchant à la production et à la consommation de produits agricoles ainsi qu'à l'amélioration des dispositions réglementant la commercialisation desdits produits et l'élargissement de la portée desdites dispositions.

Article 13. MISE EN COMMUN DES DROITS DE DOUANE, D'ACCISE ET DE VENTE AINSI QUE DES DROITS DE DOUANE ADDITIONNELS

Tous droits de douane, d'accise et de vente ainsi que tous droits de douane additionnels perçus dans la zone douanière commune seront versés trimestriellement au *Consolidated Revenue Fund of South Africa*.

Article 14. FONDS COMMUN DES DROITS DE DOUANE, D'ACCISE ET DE VENTE ET DES DROITS DE DOUANE ADDITIONNELS

1. Le fonds commun des recettes de la zone douanière commune comprendra le montant brut des droits de douane, d'accise et de vente et des droits de douane additionnels imposés et perçus sur les marchandises importées ou produites dans la zone douanière commune, ainsi que tous autres droits perçus en application du paragraphe 3 de l'article 19, mais ne comprendra pas les droits qui feraient l'objet d'une remise ou d'un remboursement en application des dispositions de toute loi relative aux droits de douane, d'accise et de vente (y compris les remises ou remboursements expressément prévus par une telle loi mais dont le montant serait prélevé sur des crédits budgétaires et non déduit des recettes provenant des droits de douane, d'accise et de vente).

2. Les Parties contractantes conviennent d'utiliser, aux fins de déterminer la part des recettes communes revenant au Botswana, au Lesotho ou au Souaziland pour un exercice donné, la formule ci-après :

La valeur coût-assurance-fret (c. a. f.) à la frontière des marchandises de toutes origines importées pendant l'exercice considéré sur le territoire de chaque Partie, plus la valeur des marchandises passibles de droit d'accise et de vente produites et consommées sur ce territoire au cours dudit exercice, plus les droits d'accise et de vente y relatifs acquittés au cours dudit exercice seront exprimés en pourcentage de la valeur coût-assurance-fret des marchandises importées au cours de l'exercice dans la zone douanière commune, majorée des droits de douane et de vente y relatifs acquittés au cours dudit exercice, plus la valeur des marchandises passibles de droits d'accise et de vente produites et consommées au cours dudit exercice dans la zone douanière commune, plus les droits d'accise et de vente y relatifs acquittés au cours dudit exercice. Le montant obtenu par application au fonds commun de recettes du pourcentage ainsi obtenu, majoré par l'application d'un coefficient multiplicateur de 1,42, représentera la part revenant à chacun de ces trois pays au titre de l'exercice en question.

3. Il sera versé aux Gouvernements du Botswana, du Lesotho et du Souaziland au titre de leur participation au fonds commun des recettes, par prélèvement sur le *Consolidated Revenue Fund of South Africa*, des montants calculés comme suit :

a) au titre de l'exercice 1972/73 et de chaque exercice ultérieur :

- i) un montant obtenu par application à la formule indiquée au paragraphe 2 ci-dessus des données pertinentes relatives à l'exercice précédant de deux ans l'exercice considéré ;
plus ou moins :
 - ii) un premier ajustement au titre de l'exercice précédant de deux ans l'exercice considéré, d'un montant égal à la différence entre le montant total effectivement perçu par chaque pays pour ledit exercice et le montant dû à chaque pays conformément à la formule indiquée au paragraphe 2 ci-dessus, recalculé sur la base des données disponibles les plus récentes relatives à cet exercice ;
plus ou moins :
 - iii) un ajustement définitif au titre de l'exercice précédant de trois ans l'exercice considéré, d'un montant égal à la différence entre le montant total effectivement perçu par chaque pays pour ledit exercice et le montant dû à chaque pays conformément à la formule indiquée au paragraphe 2 ci-dessus, recalculé sur la base des données définitives relatives à cet exercice ;
- b) au titre de l'exercice 1971/72 :
- i) un montant obtenu par application à la formule indiquée au paragraphe 2 ci-dessus des données pertinentes relatives à l'exercice 1969/70 ;
plus ou moins :
 - ii) un montant au titre de l'exercice 1969/70 égal à la différence entre le montant total effectivement perçu par chaque pays pour ledit exercice et le montant dû à chaque pays conformément à la formule indiquée au paragraphe 2 ci-dessus, recalculé sur la base des données disponibles les plus récentes relatives à l'exercice 1969/70 ;
- c) au titre de l'exercice 1970/71 : un montant obtenu par application à la formule indiquée au paragraphe 2 ci-dessus des données pertinentes relatives à l'exercice 1968/69, sauf qu'en ce qui concerne la valeur des importations on utilisera les chiffres de 1968 et qu'on inclura la valeur estimative convenue des marchandises passibles de droits de vente produites et consommées au cours de l'exercice 1969/70 ainsi que celle des droits de vente perçus sur ces marchandises ;
- d) au titre de l'exercice 1969/70 : un montant égal à la différence entre le montant total effectivement perçu par chaque pays pour ledit exercice et le montant dû à chaque pays conformément à la formule indiquée au paragraphe 2 ci-dessus, calculé sur la base des données pertinentes relatives à l'exercice 1968/69, sauf qu'en ce qui concerne la valeur des importations on utilise les chiffres de 1968 et qu'il ne sera pas tenu compte de la valeur des marchandises passibles de droits de vente produites et consommées ni de celle des droits de vente perçus sur ces marchandises.

4. Les montants mentionnés aux alinéas *a* et *b* du paragraphe 3 ci-dessus seront déterminés et convenus entre les Parties contractantes six mois environ avant le début de l'exercice considéré.

5. Les montants mentionnés aux alinéas *a*, *b* et *c* du paragraphe 3 ci-dessus seront versés trimestriellement par fractions égales au cours de l'exercice considéré.

6. Le versement visé à l'alinéa *d* du paragraphe 3 ci-dessus sera effectué avant la fin de l'exercice 1969/70.

7. Le Gouvernement sud-africain s'engage à consulter les Gouvernements du Botswana, du Lesotho et du Souaziland avant d'apporter des modifications au système fiscal de l'Afrique du Sud dans les cas où on peut s'attendre que ces modifications auront des réparations substantielles sur la structure d'imposition du fonds commun des recettes.

8. Le présent article sera réputé avoir été appliqué à compter du 1^{er} avril 1969 et avoir remplacé à compter de cette date les dispositions correspondantes de la Convention douanière conclue le 29 juin 1910.

Article 15. CIRCULATION FERROVIAIRE ET ROUTIÈRE

1. Les Parties contractantes s'engagent à ce que le transport à travers leur territoire des marchandises importées de l'extérieur de la zone douanière commune sur le territoire des autres Parties contractantes ou exportées vers un pays situé à l'extérieur de la zone douanière commune depuis le territoire des autres Parties contractantes ne soit pas soumis à des tarifs discriminatoires.

2. Chacune des Parties contractantes veillera à ce que les tarifs applicables à l'intérieur de son territoire au transport par des moyens de transport publics des marchandises à destination et en provenance des autres territoires de la zone douanière commune ne soient pas moins favorables que les tarifs applicables au transport de marchandises analogues à l'intérieur de son territoire.

3. Chacune des Parties contractantes s'engage à accorder aux transporteurs routiers enregistrés sur le territoire des autres Parties contractantes un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde aux transporteurs routiers enregistrés sur son propre territoire pour le transport de marchandises ou de passagers effectué à titre onéreux ou dans le cadre d'un commerce ou d'une affaire quelconque.

Article 16. LIBERTÉ DE TRANSIT

Toute Partie contractante accordera la liberté de transit sans discrimination aux marchandises à destination ou en provenance des territoires des autres Parties contractantes, étant entendu toutefois qu'une Partie contractante pourra soumettre ce transit aux conditions qu'elle jugera nécessaires pour assurer la protection de ses intérêts légitimes en ce qui concerne les marchandises dont l'importation sur son territoire est interdite pour des raisons de moralité publique, de santé publique ou de sécurité ou à titre de précaution contre les maladies des animaux ou des végétaux, les parasites et les insectes, ou encore en application des dispositions d'une convention multilatérale internationale à laquelle elle est partie, et étant en outre entendu qu'une Partie contractante ne pourra se voir empêcher de refuser le transit, ou de prendre toutes mesures qu'elle jugerait nécessaires relativement audit transit en vue de protéger ses intérêts en matière de sécurité.

Article 17. CONSULTATIONS BILATÉRALES

Nonobstant les dispositions de l'article 2, si, par suite d'événements imprévus, un produit quelconque est introduit sur le territoire d'une des Parties contractantes depuis le territoire d'une autre Partie contractante en quantités à ce point accrues et dans des conditions telles qu'un grave préjudice est porté ou

risque d'être porté aux producteurs ou aux fabricants de produits analogues ou directement concurrents à l'intérieur du territoire sur lequel lesdits produits sont ainsi introduits, le gouvernement de ce dernier territoire aura le droit de demander à l'autre Partie d'engager au plus tôt des consultations et de coopérer avec lui pour trouver dès que possible une solution mutuellement acceptable.

Article 18. CONSULTATIONS SUR DES QUESTIONS ZOOSANITAIRES
ET PHYTOSANITAIRES

Sous réserve des dispositions de l'article 11, les Parties contractantes reconnaissent l'importance des prescriptions zoosanitaires et phytosanitaires visant à prévenir la propagation des maladies des animaux et des végétaux, ainsi que celle des parasites et des insectes, et conviennent de se consulter de temps à autre afin de réaliser cet objectif dans la zone douanière commune, compte dûment tenu de la nécessité de favoriser les échanges commerciaux des produits visés par de telles prescriptions.

Article 19. ACCORDS COMMERCIAUX AVEC DES PAYS SITUÉS À L'EXTÉRIEUR DE
LA ZONE DOUANIÈRE COMMUNE

1. Une Partie contractante ne pourra, sans l'assentiment préalable des autres Parties contractantes et sous réserve des conditions dont conviendraient les Parties contractantes, conclure séparément ou amender un accord commercial avec un pays extérieur à la zone douanière commune si cet accord ou cet amendement ont pour objet de consentir audit pays des réductions des droits de douane en vigueur dans la zone douanière commune.

2. Une Partie contractante peut conclure séparément ou amender un accord commercial autre qu'un accord commercial du type mentionné au paragraphe 1 avec un pays extérieur à la zone douanière commune, à condition que les clauses dudit accord ou dudit amendement ne contreviennent en aucune façon aux dispositions du présent Accord. Ladite Partie contractante, aussitôt que possible après la conclusion de l'accord ou de l'amendement, remettra à chacune des autres Parties contractantes un exemplaire de l'accord ou de l'amendement.

3. a) Toute Partie contractante ayant conclu avec un pays extérieur à la zone douanière commune un accord prévoyant l'importation de marchandises de ce pays sur son territoire moyennant des droits de douane inférieurs à ceux qui sont applicables aux produits analogues dans la zone douanière commune recouvrera les droits de douane payables à l'importation sur son territoire.

b) Sauf convention contraire entre les Parties contractantes concernant un tel accord, si les marchandises en question doivent être transférées du territoire de ladite Partie contractante vers celui d'une des autres Parties contractantes, les droits de douane applicables dans la zone douanière commune deviendront exigibles et la Partie contractante du territoire de laquelle lesdites marchandises doivent être transférées recouvrera, avant que ce transfert n'ait lieu, la différence entre les droits de douane plus faibles qui ont été acquittés et les droits de douane ainsi applicables. Si, sur le territoire vers lequel les marchandises sont ensuite transférées, la preuve du paiement de la différence de droits de douane ne peut être apportée, ces marchandises pourront être saisies.

c) Tous droits de douane et différences de droits de douane ainsi recouverts seront versés au *Consolidated Revenue Fund of South Africa*. Tous montants dus par cette même Partie contractante en vertu d'un accord conclu avec un pays

extérieur à la zone douanière commune seront acquittés en son nom par prélèvement sur le *Consolidated Revenue Fund*.

Article 20. CONSULTATIONS GÉNÉRALES

1. Il sera créé une Commission d'union douanière comprenant des représentants de toutes les Parties contractantes aux fins d'examiner toute question découlant du présent Accord.

2. La Commission se réunira une fois par an. Une Partie contractante peut toutefois demander à tout moment que la Commission se réunisse aux fins d'examiner une question liée au présent Accord, auquel cas la Commission se réunira dès que possible.

3. Lorsque les Parties contractantes auront tenu des consultations sur une question susceptible d'affecter les droits reconnus aux autres Parties par le présent Accord découlant des articles 12, 17 ou 18, ou sur une question découlant du paragraphe 5 du présent article, un rapport sur les résultats de ces consultations sera communiqué à la Commission avant sa réunion suivante.

4. Lorsqu'une question aura été renvoyée à la Commission pour examen, celle-ci fera tout ce qui est en son pouvoir pour trouver une solution mutuellement acceptable au problème ou à la difficulté en cause et les représentants soumettront à l'examen de leurs gouvernements respectifs toutes mesures correctives envisagées.

5. Toute difficulté ou tout problème découlant du présent Accord qui n'affecterait pas directement les intérêts de toutes les Parties contractantes pourra, avec l'assentiment de toutes les Parties contractantes, faire l'objet de consultations directes entre les Parties intéressées en vue de rechercher une solution.

Article 21. ABROGATION DE L'ACCORD DE 1910

L'Accord douanier conclu le 29 juin 1910, tel qu'il a été modifié à diverses reprises, prendra fin à la date d'entrée en vigueur du présent Accord.

Article 22. ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'ACCORD ET RETRAIT DES PARTIES

Sous réserve des dispositions du paragraphe 8 de l'article 14, le présent Accord entrera en vigueur le 1^{er} mars 1970.

Si une Partie contractante souhaite se retirer du présent Accord, elle devra en donner notification à toutes les autres Parties contractantes.

Si, après s'être consultées, les Parties contractantes ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la date et les conditions du retrait, le présent Accord demeurera en vigueur pendant douze mois à compter de la date de ladite notification et cessera alors de s'appliquer à la Partie qui aura retiré son adhésion.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Pretoria, en quadruple exemplaire, en afrikaans et en anglais, les deux textes faisant également foi, le 11 décembre 1969.

Pour le Gouvernement du Royaume du Lesotho :
[P. N. PEETE]
Pour le Gouvernement de la République du Botswana :
[J. G. HASKINS]
Pour le Gouvernement de la République sud-africaine :
[J. F. W. HAAK]
Pour le Gouvernement du Royaume du Souaziland :
[L. LOVELL]

MÉMORANDUM D'ACCORD

Se référant à l'Accord d'union douanière, en date du 11 décembre 1969, conclu entre les Gouvernements du Lesotho, du Botswana, de l'Afrique du Sud et du Souaziland, les quatre Gouvernements désirent consigner par écrit les dispositions supplémentaires ci-après dont ils sont convenus et qui doivent être lues conjointement avec l'Accord dont elles font partie intégrante :

ad articles 3, 4, 8 et 10

Application des dispositions relatives aux droits de douane, d'accise et de vente

1. Les Gouvernements du Botswana, du Lesotho et du Souaziland s'engagent à mettre en place des administrations chargées des questions de douane et d'accise, capables d'assurer l'application des dispositions de l'Accord et de tous arrangements y relatifs, des dispositions concernant les entrepôts de stockage et de fabrication sous douane et accise, des dispositions relatives aux droits d'accise et au recouvrement des droits d'accise et des dispositions relatives aux droits de vente et au recouvrement des droits de vente.

2. Les Parties contractantes conviennent des dispositions ci-après :

a) L'entrée des marchandises (y compris les marchandises devant être entreposées) à destination du Botswana, du Lesotho ou du Souaziland importées par un point d'entrée quelconque en Afrique du Sud (y compris Lourenço Marques et l'aéroport Jan Smuts) se fera aux fins des droits de douane, d'accise ou de vente, par la douane sud-africaine et, à cet effet, la législation sud-africaine relative aux droits de douane, d'accise et de vente s'appliquera auxdites marchandises comme si celles-ci étaient destinées à l'Afrique du Sud ; étant entendu que, si la législation relative aux droits de douane, d'accise et de vente du Botswana, du Lesotho ou du Souaziland, selon le cas, diffère, en ce qui concerne ces marchandises, quant aux restrictions, prohibitions, tarifs ou remises applicables conformément à l'Accord, la législation pertinente du pays de destination desdites marchandises sera réputée être à cet égard la législation relative aux droits de douane, d'accise ou de vente, selon le cas, de l'Afrique du Sud applicable auxdites marchandises ;

b) L'entrée des marchandises à destination de l'Afrique du Sud importées, autrement que par voie routière, par tout point situé au Botswana, au Lesotho ou au Souaziland se fera, aux fins des droits de douane, d'accise ou de vente, au point d'entrée en Afrique du Sud. L'entrée des marchandises de même destination importées par voie routière se fera de même au point d'entrée dans la zone douanière commune ;

c) L'entrée des marchandises à destination du Botswana, du Lesotho ou du Souaziland importées directement dans le pays en question se fera, sous réserve des dispositions de l'alinéa *a*, aux fins des droits de douane, d'accise ou de vente, dans ce même pays ;

d) Les marchandises devant être entreposées dans un entrepôt de stockage sous douane et accise situé sur le territoire du Botswana, du Lesotho ou du Souaziland seront dédouanées aux fins d'entrepôt à des points d'entrée situés en Afrique du Sud pour être transférées audit entrepôt sans donner lieu à une nouvelle entrée, mais tout dédouanement de ces marchandises à la sortie dudit entrepôt et tout recouvrement de droits de douane, d'accise ou de vente y relatifs incomberont au pays sur le territoire duquel est situé l'entrepôt ;

e) L'administration de tout entrepôt de fabrication sous douane et accise (y compris le recouvrement de tous droits de douane, d'accise ou de vente imposés sur des marchandises fabriquées dans ledit entrepôt) au Botswana, au Lesotho et au Souaziland incombera au pays sur le territoire duquel est situé l'entrepôt ;

f) L'application des dispositions relatives aux ristournes de droits sur les marchandises servant à la fabrication d'articles exportés sera assurée par le gouvernement sur le territoire duquel se trouve l'exportateur, mais le Gouvernement sud-africain acceptera de se charger de l'examen des demandes de ristournes de droits soumises par des exportateurs au Botswana, au Lesotho ou au Souaziland au titre de marchandises exportées hors de la zone douanière commune, et le remboursement de ces droits sera effectué par prélèvement sur le *Consolidated Revenue Fund of South Africa*.

FAIT à Pretoria, en quadruple exemplaire, en afrikaans et en anglais, les deux textes faisant également foi, le 11 décembre 1969.

Pour le Gouvernement du Royaume du Lesotho :

[P. N. PEETE]

Pour le Gouvernement de la République du Botswana :

[J. G. HASKINS]

Pour le Gouvernement de la République sud-africaine :

[J. F. W. HAAK]

Pour le Gouvernement du Royaume du Souaziland :

[L. LOVELL]

RECUEIL DES INSTRUMENTS JURIDIQUES ET INSTITUTIONNELS
DE FACILITATION DU TRANSPORT ET DES ÉCHANGES
EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

ANNEXE VI-1b

NOUVEL ACCORD D'UNION DOUANIÈRE

(GABORONE 2002)

- PREAMBLE
- PART ONE: DEFINITIONS AND OBJECTIVES
- PART TWO: ESTABLISHMENT AND LEGAL STATUS
- PART THREE: INSTITUTIONS
- PART FOUR: MEETINGS
- PART FIVE: TRADE LIBERALISATION
- PART SIX: COMMON REVENUE POOL
- PART SEVEN: REVENUE SHARING
- PART EIGHT: COMMON POLICIES
- PART NINE: FINAL PROVISIONS
- ANNEX A: REVENUE SHARING FORMULA

BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE REPUBLIC OF BOTSWANA, THE KINGDOM OF LESOTHO, THE REPUBLIC OF NAMIBIA, THE REPUBLIC OF SOUTH AFRICA AND THE KINGDOM OF SWAZILAND

PREAMBLE

THE GOVERNMENTS OF THE REPUBLIC OF BOTSWANA, THE KINGDOM OF LESOTHO, THE REPUBLIC OF NAMIBIA, THE REPUBLIC OF SOUTH AFRICA AND THE KINGDOM OF SWAZILAND

RECOGNISING that the Customs Union Agreement concluded on 11 December 1969 no longer adequately caters for the needs of a customs union in the 21st century and should therefore be aligned with current developments in international trade relations;

BEARING IN MIND the decision of the Ministers responsible for Southern African Customs Union matters of 11 November 1994, mandating the Governments to re-negotiate the 1969 Southern African Customs Union Agreement;

AWARE that the implementation of the 1969 Agreement is hampered by a lack of common policies and common institutions;

RECOGNISING the importance of tariffs as instruments for the implementation of industrial development policy;

BEING desirous of determining and applying the same customs tariffs and trade regulations to goods imported from outside the Common Customs Area;

MINDFUL of the different levels of economic development of the Member States and the need for their integration into the global economy;

TAKING INTO ACCOUNT the results of the Uruguay Round of Multilateral Trade Negotiations on global trade liberalization;

RECOGNISING the obligations of Member States in terms of existing regional trade arrangements and bilateral trade agreements;

BELIEVING that a dispute settlement mechanism will provide a mutually acceptable solution to problems that may rise between Member States;

Hereby agree as follows:

PART ONE DEFINITIONS AND OBJECTIVES

Article 1 Definitions

In this Agreement, unless the context otherwise requires:

"additional duties" means duties imposed in terms of Article 26;

"Agreement" means this Agreement, establishing SACU, and includes Annex A and such annexes as referred to in Article 42;

"Botswana" means the area of the Republic of Botswana;

"Commission" means the Customs Union Commission established by Article 7;

"Common Customs Area" means the combined areas of Botswana, Lesotho, Namibia, South Africa and Swaziland;

"Common Revenue Pool" means the Pool referred to in Article 32;

"Council" means the Council of Ministers established by Article 7;

"customs duties" means customs duties as defined in the customs legislation in force in the respective Member States;

"excise duties" means excise duties as defined in the excise legislation in force in the respective Member States;

"financial year" means a period of 12 months commencing on the 1st of April;

"Lesotho" means the area of the Kingdom of Lesotho;

"Namibia" means the area of the Republic of Namibia;

"SACU" means the Southern African Customs Union established by Article 3;

"Secretariat" means the Secretariat of SACU established by Article 7;

"South Africa" means the area of the Republic of South Africa;

"Swaziland" means the area of the Kingdom of Swaziland;

"Tariff Board" means the SACU Tariff Board established by Article 7;

"Technical Liaison Committees" means Committees established by Article 7;

"Tribunal" means an ad hoc Tribunal established by Article 7;

"WTO" means the World Trade Organisation.

Article 2

Objectives

The objectives of this Agreement are -

- (a) to facilitate the cross-border movement of goods between the territories of the Member States;
- (b) to create effective, transparent and democratic institutions which will ensure equitable trade benefits to Member States;
- (c) to promote conditions of fair competition in the Common Customs Area;
- (d) to substantially increase investment opportunities in the Common Customs Area;
- (e) to enhance the economic development, diversification, industrialization and competitiveness of Member States;
- (f) to promote the integration of Member States into the global economy through enhanced trade and investment;
- (g) to facilitate the equitable sharing of revenue arising from customs, excise and additional duties levied by Member States; and
- (h) to facilitate the development of common policies and strategies.

PART TWO

ESTABLISHMENT AND LEGAL STATUS

Article 3

Establishment of the Customs Union

1. There is established the Southern African Customs Union (hereinafter referred to as "SACU").
2. The Headquarters of SACU shall be in Windhoek in the Republic of Namibia.

Article 4

Legal Status

1. SACU shall be an international organization, and shall have legal personality with capacity and power to enter into contracts, acquire, own or dispose of movable or immovable property, and to sue and be sued.
2. SACU shall be accorded by each of the Member States such privileges and immunities as are necessary for the exercise of its functions.
3. The officials of the SACU Secretariat shall be similarly accorded by each of the Member States such privileges and immunities as are necessary for the independent exercise of their functions.
4. SACU shall conclude a headquarters agreement with the host Member State.

Article 5

Membership

The States mentioned in the Preamble to this Agreement shall, upon signature and ratification of this Agreement, become members of SACU.

Article 6

Admission of New Members

1. Any State not mentioned in the Preamble to this Agreement may become a member of SACU upon being admitted by the existing Member States and acceding to this Agreement.
2. The admission of any such State as a member of SACU shall be approved by a unanimous decision of the Council.
3. The Council shall determine the procedures and criteria for the admission of new members.

PART THREE INSTITUTIONS

Article 7

Establishment of Institutions

The following institutions of SACU are hereby established -

- (a) Council of Ministers;
- (b) Customs Union Commission;
- (c) Secretariat
- (d) Tariff Board;
- (e) Technical Liaison Committees; and
- (f) *ad hoc* Tribunal.

Article 8

Council of Ministers

1. The Council shall consist of at least one Minister from each Member State and shall be the supreme decision making authority of SACU matters.
2. The Council shall be responsible for the overall policy direction and functioning of SACU institutions, including the formulation of policy mandates, procedures and guidelines for the SACU institutions.
3. The Council shall appoint an Executive Secretary of SACU
4. The Council shall appoint the members of the Tariff Board.
5. The Council shall approve the budgets of the Secretariat, the Tariff Board and the Tribunal.
6. The Council shall oversee the implementation of the policies of SACU.
7. The Council shall approve customs tariffs, rebates, refunds or drawbacks and trade related remedies.
8. The Council shall have the authority to create additional technical liaison

committees and other additional institutions and to determine and alter their terms of reference.

9. The Council shall meet at least once in each quarter of a financial year, unless agreed otherwise.

10. The Chair of the Council shall be held in turn by each Member State for a period of twelve months in the order to be decided by the Council.

Article 9

Customs Union Commission

1. The Commission shall consist of senior officials at the level of Permanent Secretaries, Directors-General, Principal Secretaries or other officials of equivalent rank, from each Member State.

2. The Commission shall be responsible to and report to the Council.

3. The Commission shall be responsible for the implementation of this Agreement.

4. The Commission shall ensure the implementation of the decisions of the Council.

5. The Commission shall be responsible for overseeing the management of the Common Revenue Pool in accordance with the policy guidelines decided by the Council.

6. The Commission shall supervise the work of the Secretariat.

7. The Chairperson of the Commission shall be appointed by the Member State chairing the Council.

8. The Commission shall meet at least once in each quarter of a financial year or at the request of a Member State.

Article 10

Secretariat

1. The Secretariat shall be responsible for the day-to-day administration of SACU.

2. The Secretariat shall coordinate and monitor the implementation of all decisions of the Council and the Commission.

3. The Secretariat shall arrange meetings, disseminate information and keep minutes of meetings of SACU institutions.

4. The Secretariat shall assist in the harmonization of national policies and strategies of Member States in so far as they relate to SACU.

5. The Secretariat shall be headed by an Executive Secretary who shall be a citizen of a Member State.

6. The Secretariat shall have such other staff as may be determined by the Commission from time to time.

7. The Secretariat shall be responsible for keeping a record of all transactions into and out of the Common Revenue Pool.

8. The Secretariat shall coordinate and assist in the negotiation of trade agreements with third parties.

9. The Secretariat shall perform such other duties as may be assigned to it from time to time by the Council and the Commission.

10. The Secretariat shall be the depositary of all records of SACU.

Article 11

Tariff Board

1. The Tariff Board shall consist of experts drawn from Member States. The Tariff Board shall be an independent institution made up of full-time or part-time members or both.
2. The Tariff Board shall make recommendations to the Council on the level and changes of customs, anti-dumping, countervailing and safeguard duties on goods imported from outside the Common Customs Area, rebates, refunds or duty drawbacks based on the directives given to it by the Council as provided for in Article 8.
3. The terms of reference, policy mandates, procedures and regulations of the Tariff Board shall be determined by the Council in accordance with Article 8.

Article 12

Technical Liaison Committees

1. There shall be four Technical Liaison Committees to assist and advise the Commission in its work. These shall be the following:
 - (a) Agricultural Liaison Committee;
 - (b) Customs Technical Liaison Committee;
 - (c) Trade and Industry Liaison Committee; and
 - (d) Transport Liaison Committee.
2. The Council shall have the authority to determine and alter the terms of reference of the Committees mentioned in paragraph 1.

Article 13

Tribunal

1. Any dispute regarding the interpretation or application of this Agreement, or any dispute arising there under at the request of the Council, shall be settled by an *ad hoc* Tribunal.
2. The Tribunal shall be composed of three members, except as otherwise determined by the Council.
3. The Tribunal shall decide by majority vote and its decision shall be final and binding.
4. The Tribunal shall, at the request of the Council, consider any issue and furnish the Council with its recommendations.
5. In any matter referred to the Tribunal, the parties to the dispute shall choose the members of the Tribunal from amongst a pool of names, approved by the Council, and kept by the Secretariat.
6. Member States party to any dispute or difference shall attempt to settle such dispute or difference amicable before referring the matter to the Tribunal.
7. The Tribunal shall be assisted by the Secretariat in its work.
8. The Tribunal shall determine its own rules of procedure.

Article 14

National Bodies

1. Member States shall establish specialized, independent and dedicated National Bodies or designate institutions which shall be entrusted with receiving requests for tariff changes and other related SACU issues. The National Bodies will carry out preliminary investigations and recommend any tariff changes necessary to the Tariff Board.
2. The National Bodies will study, investigate and determine the impact of tariffs within respective Member States and periodically propose such changes as may be deemed necessary and make recommendations to the Commission through the Secretariat. The National Bodies shall adhere to similar procedures in all Member States.
3. SACU will assist Member States with the establishment of common procedures and technical capacity to ensure effective, efficient and transparent functioning of National Bodies.

Article 15

General Consultations

Any difference or dispute arising out of this Agreement, which does not directly affect the interests of all Member States, may form the subject of direct consultation between the affected parties with a view to finding a solution thereto. Such affected parties shall report the results of their consultations to the Commission before its next meeting.

PART FOUR MEETINGS

Article 16

Quorum

Except as otherwise provided in this Agreement, the quorum for all meetings of the institutions of SACU shall be all Member States.

Article 17

Decisions

Except as otherwise provided in this Agreement, decisions of the institutions of SACU shall be made by consensus.

PART FIVE TRADE LIBERALISATION

Article 18

Free Movement of Domestic Products

1. Goods grown, produced or manufactured in the Common Customs Area, on importation from the area of one Member State to the area of another Member State, shall be free of customs duties and quantitative restrictions, except as provided elsewhere in this Agreement.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1 above, Member States shall have the right to impose restrictions on imports or exports in accordance with national laws and regulations for the protection of -

- (a) health of humans, animals or plants;
- (b) the environment;
- (c) treasures of artistic, historic or archeological value;
- (d) public morals;
- (e) intellectual property rights;
- (f) national security; and
- (g) exhaustible natural resources.

Article 19

Goods Imported from outside the Common Customs Area

Except as otherwise provided in this Agreement, a Member State shall not impose any duties on goods which were imported from outside the Common Customs Area on importation of such goods from the area of any other Member State.

Article 20

Customs Duties on Imported Goods

1. The Council shall, on recommendation of the Tariff Board, approve customs duties to be applied to goods imported into the Common Customs Area from outside that Area.

2. Member States shall apply identical rebates, refunds or drawbacks of customs duty on imported goods.

3. Notwithstanding anything contained in this Article, a Member State may grant a rebate of the customs duties in respect of goods imported into its area where such rebates are -

- (a) for the relief of the distress of persons in cases of famine and other national disasters;
- (b) under a technical assistance agreement;
- (c) in compliance with an obligation under any multilateral agreement to which such a Member State is a party; or
- (d) for such other purposes as may be agreed upon by the Member States.

Article 21

Specific Excise and *ad valorem* Excise Duties and Specific Customs and *ad valorem* Customs Duties on Imported Goods of the Same Class or Kind

1. The Ministers responsible for Finance in all Member States shall meet and agree on the rates of specific excise and *ad valorem* excise duties and specific customs and *ad valorem* customs duties to be applied to goods grown, produced or manufactured in or imported into the Common customs Area.

2. Member States shall apply identical rebates, refunds or drawbacks of specific excise and *ad valorem* excise duties and of specific customs and *ad valorem* customs duties on imported goods in respect of such goods. Such rebates, refunds or drawbacks of specific excise and *ad valorem* excise duties and specific customs and *ad valorem* customs duties shall be determined by the Ministers responsible for Finance in the Member States through consultation.

Article 22

Legislation Relating to Customs and Excise Duties

Except as otherwise provided in this Agreement Member States shall apply similar legislation with regard to customs and excise duties.

Article 23

Customs Co-operation

1. Member States shall take appropriate measures, including arrangements regarding customs co-operation, to ensure that the provisions of this Agreement are effectively and harmoniously applied.

2. Member States shall take such measures as are necessary to facilitate the simplification and harmonization of trade documentation and procedures.

Article 24

Freedom of Transit

A Member State shall afford freedom of transit without discrimination to goods consigned to and from the areas of other Member States, provided that a Member State may impose such conditions upon such transit as it deems necessary to protect its legitimate interests in respect of goods of a kind of which the importation into its area is prohibited on grounds of public morals, public health or security, or as a precaution against animal or plant diseases, parasites and insects, or in pursuance of the provisions of a multilateral international agreement to which it is a party; and provided further that a Member State shall not be precluded from refusing transit, or from taking any measures deemed necessary by it in connection with such transit, for the purpose of protecting its security interests.

Article 25

Import and Export Prohibitions and Restrictions

1. Member States recognize the right of each Member State to prohibit or restrict the importation into or exportation from its area of any goods for economic, social,

cultural or other reasons as may be agreed upon by the Council.

2. Except in so far as may be agreed upon between the Member States from time to time, the provisions of this Agreement shall not be deemed to suspend or supersede the provisions of any law within any part of the Common Customs Area which prohibits or restricts the importation or exportation of goods.

3. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not be so construed as to permit the prohibition or restriction of the importation by any Member State into its area of goods grown, produced or manufactured in other areas of the Common Customs Area for the purpose of protecting its own industries producing such goods.

4. A Member State shall upon request by any other Member State take such steps as may be agreed upon between the Member States concerned (including action to make such steps legally enforceable within its area) to prevent the exportation or unrestricted exportation from its area to the area of such other Member State of such prohibited or restricted goods imported from outside the Common Customs Area or grown, produced or manufactured in its area or to prevent the exportation or unrestricted exportation from its area to a State outside the Common Customs Area of such prohibited or restricted goods imported from the area of such other Member State. The expression "prohibited or restricted goods" includes second hand goods imported from outside the Common Customs Area.

5. Member States shall co-operate in the application of import restrictions with a view to ensuring that the economic objectives of any import control legislation in any State in the Common Customs Area are attained.

Article 26

Protection of Infant Industries

1. The Government of Botswana, Lesotho, Namibia or Swaziland may as a temporary measure levy additional duties on goods imported into its area to enable infant industries in its area to meet competition from other producers or manufacturers in the Common Customs Area, provided that such duties are levied equally on goods grown, produced or manufactured in other parts of the Common Customs Area and like products imported from outside that area, irrespective of whether the latter goods are imported directly or from the area of another Member State and subject to payment of the customs duties applicable to such goods on importation into the Common Customs Area.

2. Infant industry means an industry which has been established in the area of a Member State for not more than eight (8) years.

3. Protection afforded to an infant industry in terms of paragraph 1 shall be for a period of eight (8) years unless otherwise determined by the Council.

4. The Council may impose such further terms and conditions as it may deem appropriate.

Article 27

Rail and Road Transport

1. Member States undertake that the transit through their areas of goods imported

from outside the Common Customs Area to or exported to a State outside the Common Customs Area from the areas of other Member States shall not be subject to transport rate discrimination by public authorities.

2. Each Member State shall ensure that the tariffs applicable within its area to the conveyance of goods by public owned transport to and from other areas of the Common Customs Area shall be no less favourable than the tariffs applicable to the carriage of similar goods within its area.

3. Each Member State undertakes to extend to the motor transport operators registered in the areas of the other Member States treatment no less favourable than that accorded to motor transport operators registered within its own area for the conveyance of goods or passengers for reward or in the course of any trade or business.

Article 28

Technical Barriers to Trade

1. Member States shall apply product standards and technical regulations in accordance with the WTO Agreement on Technical Barriers to Trade.

2. Member States shall strive to harmonize product standards and technical regulations within the Common Customs Area.

Article 29

Arrangements for Regulating the Marketing of Agricultural Products

1. Whenever a regulation for the marketing of an agricultural commodity is in operation in any part of the Common Customs Area, such a regulation shall be applied on a non-discriminatory basis to similar commodities produced in any other part of the Common customs Area and marketed in the area where the marketing regulation is in operation, and the Member States concerned, cognizant of the advantages derived from the effective operation of these regulations, shall co-operate in the application of such regulations on a basis to be mutually agreed upon.

2. Member States agree to consult from time to time on matters affecting the production and consumption of agricultural commodities and the improvement and extension of marketing arrangements for such commodities.

3. Notwithstanding paragraph 1, each Member State may impose marketing regulations for agricultural products within its borders, provided such marketing regulations shall not restrict the free trade of a agricultural products between the Member States, except as defined below:

(a) emergent agriculture and elated agro-industries as agreed upon by Member States; or

(b) any other purposes as agreed upon between Member States.

4. Each measure shall be subject to a negotiated sunset clause outlining its conditions and period.

5. Whenever possible, agricultural trade formalities and documents shall be simplified and harmonized, and all Member States shall work towards the harmonization of standards.

Article 30

Sanitary and Phyto-Sanitary (SPS) Measures

1. Subject to the provisions of Article 18, Member States recognize the importance of measures prescribing zoo-sanitary and phyto-sanitary requirements aimed at the prevention of the spread of animal and plant diseases, parasites and insects and agree to consult from time to time to achieve such aim I the Common Customs Area with due regard to the need to facilitate the flow of trade in products affected by such measures.
2. Member States reserve the right to apply SPS measures in accordance with their national SPS laws and international standards.

Article 31

Trade Relations with Third Parties

1. Member States may maintain preferential trade and other related arrangements existing at the time of entry into force of this Agreement.
2. Member States shall establish a common negotiating mechanism in accordance with the terms of reference to be determined by the Council in accordance with paragraphs 2 and 7 of Article 8 for the purpose of undertaking negotiations with third parties.
3. No Member State shall negotiate and enter into new preferential trade agreements with third parties or amend existing agreements without the consent of other Member States.
4. When goods imported by a Member State from outside the Common Customs Area under a preferential agreement are exported to another Member State, the normal import duty applicable to such goods when imported into the rest of the Common Customs Area will be charged. Any difference between the normal duty and the duty originally charged on these goods shall be paid into the Common Revenue Pool.

PART SIX

COMMON REVENUE POOL

Article 32

Pool Of Customs, Excise and Additional Duties

All customs, excise and additional duties collected in the Common Customs Area shall be paid into the Common Revenue Pool in accordance with Article 33 within three (3) months of the end of the quarter of a financial year.

Article 33

Management of the Common Revenue Pool

1. A Member State or SACU institution may be appointed by the Council to manage the Common Revenue Pool.
2. The appointed Member State or SACU institution shall specify the accounts

into which all SACU customs, excise and additional duties shall be paid and from which all SACU payments shall be made.

3. All transactions into and out of the Common Revenue Pool shall be reported to the Secretariat, and shall be subjected to regular audits.

4. South Africa shall manage the Common Revenue Pool for a transitional period of two years from the entry into force of this Agreement.

PART SEVEN REVENUE SHARING

Article 34

Revenue Sharing Formula

1. Member States agree that in determining their respective shares of the total customs, excise and additional duties collected in the Common Customs Area during any financial year, the share accruing to each Member State will be calculated from three distinct components as set out in the paragraphs below.

2. Member States agree that the budgeted cost of financing the Secretariat, the Tariff Board and the Tribunal for the related financial year will first be deducted proportionately from the gross amounts of customs, excise and additional duties collected, before distribution to Member States from the three components mentioned hereunder.

The Customs Component

3. (a) The customs component shall consist of the gross amount of customs duties and specific and ad valorem customs duties leviable and collected on goods imported into the Common Customs Area, and other duties collected on imported goods, less the deduction as provided for in paragraph 2, but shall not include any duties rebated or refunded under the provisions of any law relating to customs duties.

(b) Each Member State's share of the customs component shall be calculated from the value of goods imported from all other Member States in a specific year as a percentage of total intra-SACU imports in such year.

(c) The exact method and procedures for the calculation of each Member State's share of the customs component are specified in Annex A.

The Excise Component

4. (a) The excise component shall consist of the gross amount of excise duties, less the deduction as provided for in paragraph 2, leviable and collected on goods produced in the Common Customs Area, less the amount set aside to fund the development component, but shall not include any duties rebated or refunded under the provisions of any law relating to excise duties.

(b) Each Member State's share of the excise component shall be calculated from the value of its Gross Domestic Product (GDP) in a specific year as a percentage

of total SACU GDP in such year.

(c) The exact method and procedures for the calculation of each Member State's share of the excise component are specified in Annex A.

The Development Component

5. (a) A development component shall be established and shall be funded from a fixed percentage of the excise component, less the deduction as provided for in paragraph 2.

(b) Each Member State shall receive a share of the development component and the distribution of this component shall be weighted in favour of the less developed Member States.

(c) The exact method and procedures for the calculation of each Member State's share of the development component are specified in Annex A.

Article 35

Revenue Forecasting

Each Member State shall annually submit its forecast for customs and excise revenue to the Secretariat for use in the calculation of revenue shares.

Article 36

Trade Data Disputes

Any dispute arising out of differences relating to trade data shall first be referred to customs and excise authorities of Member States for resolution. Should the customs authorities fail to resolve such a dispute or difference within thirty (30) days or such longer period as the Member States may agree then any Member State to the dispute shall refer the matter to the Council.

Article 37

Timing of Payments

Payments shall be made on the first day of each quarter of a financial year to all Member States from the Common Revenue Pool in accordance with Articles 33 and 34.

PART EIGHT

COMMON POLICIES

Article 38

Industrial Development Policy

1. Member States recognise the importance of balanced industrial development of the Common Customs Area as an important objective for economic development.

2. Pursuant to paragraph 1, Member States agree to develop common policies and strategies with respect to industrial development.

Article 39

Agricultural Policy

1. Member States recognize the importance of the agricultural sector to their economics.
2. Member States agree to co-operate on agricultural policies in order to ensure the co-ordinated development of the agricultural sector within the Common Customs Area.

Article 40

Competition Policy

1. Member States agree that there shall be competition policies in each Member State.
2. Member States shall co-operate with each other with respect to the enforcement of competition laws and regulations.

Article 41

Unfair Trade Practices

The Council shall, on the advice of the Commission, develop policies and instruments to address unfair trade practices between Member States. These policies and measures shall be annexed to this Agreement.

PART NINE

FINAL PROVISIONS

Article 42

Annexes

1. The Council may develop such annexes as may be necessary to facilitate the implementation of this Agreement.
2. All such annexes shall form an integral part of this Agreement.

Article 43

Amendments

Any Member State desirous of amending this Agreement shall put forward its proposal for such amendment, together with its submissions in motivation of the proposed amendment, to the Council for consideration and decision. An amendment of this Agreement shall be adopted by a decision of the Council.

Article 44

Signature

This Agreement shall be signed by all the States mentioned in the Preamble.

Article 45**Ratification**

This Agreement shall be ratified by the signatory States in accordance with their respective constitutional procedures.

Article 46**Entry Into Force**

This Agreement shall enter into force thirty (30) days after the deposit of the instruments of ratification by all the Member States.

Article 47**Accession**

This Agreement shall, subject to Article 6, remain open for accession by any other State.

Article 48**Depositary**

This Agreement and all instruments of ratification or accession shall be deposited with the Executive Secretary, who shall transmit certified copies thereof to all Member States.

Article 49**Withdrawal**

If a Member State wishes to withdraw from this Agreement that Member State shall give notice thereof to all the other Member States. If after consultation the Member States fail to agree on the date and conditions of the withdrawal, this Agreement shall remain in force until twelve (12) months from the date of such notice and shall then cease to apply to the withdrawing Member State.

Article 50

Transitional Provisions A commission, technical liaison committee or any other institution, obligation or arrangement of SACU which exists immediately before the entry into force of this Agreement shall, to the extent that it is not inconsistent with the provisions of this Agreement, continue to subsist, operate or bind Member States of SACU as if it were established or undertaken under this Agreement, until the Council determines otherwise. The Council of Ministers shall determine, on the basis of updated figures, how payments of adjustments under the 1969 SACU Agreement revenue sharing formula will be made.

Article 51**Termination of the 1969 SACU Agreement**

The Customs Union Agreement between the Governments of Botswana, Lesotho, South Africa and Swaziland concluded on 11 December 1969, and acceded to by Namibia, shall terminate on entry into force of this Agreement, except as provided for in Article 50.

IN WITNESS WHEREOF, WE, the Heads of State or Government or duly authorized representatives of Member States have signed this Agreement.
(This document was signed on 21 October 2002 in Gaborone, Botswana by the leaders of the
REPUBLIC OF NAMIBIA
REPUBLIC OF SOUTH AFRICA
KINGDOM OF SWAZILAND
REPUBLIC OF BOTSWANA
KINGDOM OF LESOTHO)

SACU Annex A

REVENUE SHARING FORMULA

1. The Customs Component

(a) Each Member State's share of the customs component shall be calculated from the Cost-Insurance-Freight (CIF) value at border posts of goods imported from all other Member States into the area of each state as a percentage of the total CIF value of intra-SACU imports.

(b) Each Member State shall submit the actual data of intra-SACU imports and intra-SACU exports, for the most recent financial year for which such data are available for all Member States, to the Secretariat at least six months prior to the beginning of any financial year. No future adjustments will be made for errors in or improvements to the trade data provided.

(c) All import and export data provided for the calculation of these shares shall exclude the re-exports of goods imported from within or outside of the Common Customs Area.

(d) All data will be converted to South African Rand value, using the average daily exchange rate for the financial year to which the data relate.

(e) Where Member States are unable to provide actual CIF data, then the value of any enhancement factor used to calculate CIF values of imports from Free-on-Board (FOB) values of imports must be provided to the Secretariat and agreed by all other Member States.

(f) If any Member State is unable to provide intra-SACU import data for the calculation of these shares, then the intra-SACU export data of other Member States shall be used to calculate its share. In such circumstances Member States will agree on an enhancement factor to calculate CIF import data from FOH export data.

(g) Where revenue forecasts for year (t) are used to calculate the size of the customs component to be distributed over the course of year (t), adjustments will be made in years (t+1) and (t+2) to account for differences between the forecast and actual revenue collected.

2. The Excise Component

(a) Each Member State's share of the excise component shall be calculated from the value of its GDP in a specific calendar year as a percentage of total SACU GDP in such year.

(b) Each Member State shall submit actual GDP data, for the most recent calendar year for which such data are available for all Member States, to the Secretariat at least six months prior to the beginning of any financial year. No future adjustments will be made for errors or improvements to the GDP data provided.

(c) All data will be converted to South African Rand value, using the average daily exchange rate for the calendar year to which the data relate.

(d) Where revenue forecasts for year (t) are used to calculate the size of the excise component to be distributed over the course of year (t), adjustments will be made in years

(t+1) and (t+2) to account for differences between the forecast and actual revenue collected.

3. The Development Component

(a) The development component shall initially be set at 15% of the excise component, but shall be reviewed from time to time and will be adjusted if agreed to by all Member States.

(b) Each Member State shall submit actual GDP per capita data, for the most recent calendar year for which such data are available for all Member States, to the Secretariat at least six months prior to the beginning of any financial year. No future adjustments will be made for errors or improvements to the GDP per capita data provided.

(c) All data will be converted to a South African Rand value, using the average daily exchange rate for the calendar year for which the data are provided.

(d) Each Member State's share of the development component, as a percentage of the total development component, shall be calculated by the following formula:

(i) Calculate the relative difference of the Member State's GDP per capita (A) from that of the mean GDP per capita of all Member States (B), where the relative difference equals $(A)/(B)-1$;

(ii) Deflate the relative difference by a factor of 10;

(iii) Subtract from 1;

(vi) Multiply by 20.

(e) Where revenue forecasts for year (t) are used to calculate the size of the excise and development components to be distributed over the course of year (t), adjustments will be made in years (1+1) and (1+2) to account for differences between the forecast and actual revenue collected.